

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI
26

NOVEMBRE
1975

N° 44

BELGIQUE - LUXEMBOURG : 15F

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

JOURNÉE D'ACTION CHIMIE CONTRE LE CHOMAGE PARTIEL, CONTRE LA BAISSÉ DU POUVOIR D'ACHAT... UNISSONS NOS LUTTES

Aujourd'hui, les travailleurs de la chimie, du pétrole, pharmacie, caoutchouc et verre débrayent et manifestent contre la politique de restructuration et de chômage des trusts Rhône-Poulenc, P.U.K., Michelin, Saint-Gobain...

Ils se battent contre le blocage des salaires, de l'embauche, la surcharge du travail.

Contre le chômage partiel, les menaces de fermetures d'usines et de licenciements (exemple à Watrelas pour P.U.K., à Rhodia-Belle-Étoile pour Rhône-Poulenc).

Après les journées du 17 octobre pour Rhône-Poulenc, celle du 23 pour P.U.K., vite organisées, la volonté des travailleurs de la chimie c'est de lutter. Cela se manifeste dans le conflit de Chalampé, de Villers-St-Paul (chimie), d'Orlane (parfums), de Sovirel...

Contre le chômage partiel et les blocages de salaires, des reculs ont été imposés. A l'occasion de chacun de ces conflits, deux voies pour la lutte se sont opposées : celle des réformistes et des révisionnistes de la direction des syndicats qui ont laissé ces luttes dans l'isolement sous prétexte de leur caractère minoritaire et «aventuriste»... cherchant à faire reprendre pour des miettes... Malgré eux, des victoires ont été obtenues. L'autre voie est déjà en œuvre : c'est celle des travailleurs qui les ont sifflés à Chalampé, c'est celle que trace notre Parti pour une riposte d'ensemble face à la politique de la bourgeoisie, pour l'unification politique des différentes usines et branches, de la classe ouvrière et du peuple, pour faire payer la crise à la bourgeoisie, refusant de l'aménager par des «plans de relance», qu'ils soient de Giscard, Marchais ou Mitterrand...

En allant à la bataille:-

- pour des diminutions d'horaire sans diminution de salaire,
- pour les 2 000 F, salaire minimum et 300 F pour tous,
- pour l'allègement de la charge de travail et l'embauche,
- pour la retraite à 55 ans pour les hommes, 50 ans pour les femmes et les travaux pénibles,
- pour l'indemnisation totale du chômage partiel,
- contre tout licenciement et fermeture d'usine.

C'est ce point de vue qu'il faut développer à cette journée d'action afin de construire le mouvement dont nous avons besoin par l'unité autour des luttes, la coordination entre les usines, les branches et la recherche de l'unité populaire autour de la classe ouvrière. Cette journée doit être l'occasion de tisser de nouveaux liens entre les entreprises, d'envisager des formes de lutte et de soutien mutuel nécessaires pour la victoire, de rassembler les énergies décidées à la lutte et écœurées par les «actions» sans perspective proposées par les réformistes et révisionnistes ! Poursuivons le débat sur le débouché politique d'une riposte d'ensemble de la classe ouvrière !

Avons nous à choisir parmi les différentes combinaisons que la bourgeoisie pourrait mettre en œuvre (changements d'équipe ministérielle, de droite ou de «gauche»). Non, ce mouvement doit faire largement partager aux masses la perspective révolutionnaire du pouvoir des ouvriers et des paysans. Y. C.

PORTUGAL vers un affrontement réactionnaires- progressistes dans l'armée ?

DE NOTRE CORRESPONDANT

L'issue de la crise au Portugal est, une nouvelle fois, suspendue à l'évolution des rapports de forces dans l'armée. Lundi soir, une intercommission, représentant 27 unités de tout le territoire, s'était réunie, et avait pris la décision d'une manifestation jeudi 27, en vue de s'opposer à la destitution du général Otelo de Carvalho de son poste de commandant de la région militaire de Lisbonne, et d'exiger la démocratie dans les casernes.

Dans la nuit, le Conseil Supérieur de la Révolution (organisme exécutif du mouvement des forces armées) se réunissait sous la protection des «chaimites» (blindés) des commandos d'Amadora, fer de lance de la répression anti-populaire. A 5 H du matin, sa décision était connue : il maintenait sa position d'enlever le commandement de la région militaire de Lisbonne à Otelo de Carvalho pour le confier au capitaine Vasco Lourenço, membre du groupe des «neuf», officiers qui ont mis en selle l'actuel gouvernement social-



démocrate. Dans son communiqué, le Conseil de la Révolution s'affirmait «décidé à recourir à l'action militaire contre qui que ce soit qui déclencherait des actes de rébellion dans l'armée» : c'était une véritable

déclaration de guerre à la «gauche» militaire, au sein de laquelle révisionnistes et progressistes se trouvent mêlés, mais où le P(C)P semble se trouver dépassé par les derniers événements. suite page 8

RENNES 3 morts en 3 mois le patron est en prison

**Durafour fait
pression sur
les inspecteurs
du travail pour
qu'ils ne
témoignent
pas contre les
patrons**

13 novembre 1975. Mlle Chauvaud, juge d'instruction à Moulins, décidait d'incarcérer le patron d'une entreprise de bâtiment, M. Planche, suite à la mort d'un ouvrier sur ses chantiers. Dans ses dossiers, Mlle Chauvaud disposait de rapports de l'inspection régionale du travail, et ceux-ci étaient accablants. Prouvant la récidive continue de ce patron, ils avaient justifié, entre autres, l'incarcération de Planche. Lors de l'affaire Chapron, déjà, ces rapports dont disposait le juge Charette, cons-

tuaient le plus clair du dossier.

Or, c'est ce même 13 novembre qu'une circulaire, signée de Pierre Cabanes, directeur des relations du travail au ministère du même nom, était adressée aux directeurs régionaux du travail et de la main d'œuvre, circulaire qui interdit tout simplement aux inspecteurs du travail et aux Commissions Hygiène et Sécurité de transmettre leurs dossiers aux magistrats. suite page 4

CLARK/PARIS-RHÔNE : MALGRÉ LES PRESSIONS, L'OCCUPATION CONTINUE

Hier, à la deuxième journée d'occupation de Clark (Strasbourg), l'assemblée générale a regroupé 300 travailleurs à la cantine. L'union des métaux CGT est intervenue en proposant de «continuer l'action sous de nouvelles formes», comme si l'occupation n'était pas une bonne forme de lutte. Ce qui a suscité de nombreuses discussions. Les travail-

leurs (ayant réussi à imposer le vote à main levée) ont imposé la poursuite de l'occupation. Une deuxième assemblée générale s'est tenue à l'initiative de nombreux travailleurs, de délégués CGT et CFDT qui avaient été réunis par le Comité de Lutte contre le Chômage. Un camarade du Comité de Lutte contre le Chômage ainsi que les délégués ont pris la

parole pour expliquer l'importance de la lutte sur la région, et la nécessité de continuer la mobilisation de façon à créer un rapport de force suffisant pour faire céder la direction. Il a été mis sur pied un Comité de Grève avec différentes commissions... Désormais le point de vue que la victoire est possible l'emporte !

Correspondant

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

Dans le cours du débat sur la crise des lecteurs nous ont écrit pour nous demander : «et dans les autres pays impérialistes, ça se passe comment la crise ?».

La chose qui m'a le plus frappé aux USA, c'est l'importance considérable du chômage. Les chiffres officiels (9% de la population active, 8 millions de chômeurs) se retrouvent dans la vie quotidienne, et pour ainsi dire, dans la rue.

La plupart des jeunes américains que j'ai rencontrés étaient sans travail, et n'avaient plus l'espoir d'en trouver, ceci quel que soit leur degré de formation scolaire.

J'ai séjourné plusieurs jours à Buffalo, l'une des plus grosses concentrations industrielles de l'Est, particulièrement touchée par la crise. Dans les ghettos ouvriers du centre, la misère s'étale au grand jour.

Un passage à Roxberry (quartier noir de Boston), à Harlem, laisse la même impression. Des foules compactes de sans-travail en pleine journée, s'ennuient dans des rues où le nettoyage et

Le quotidien du peuple
AU COEUR DES LUTES POPULAIRES UN JOURNAL
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE

FRONT ROUGE
N°1 NOUVELLE SERIE
organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) est paru
LE NUMERO : 5 F
Passez votre commande : FRONT ROUGE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 CCP 31 191 14 La Source

le ramassage des ordures semblent faits une fois par mois. Si le rythme d'inflation européen a comblé le fossé des prix des deux côtés de l'Atlantique, le pouvoir d'achat des travailleurs américains reste supérieur. Les salaires sont dans l'ensemble plus élevés et nombre de produits essentiels (fruits, voitures, électro-ménager, vêtements) se vendent meilleur marché. Toutefois, le sentiment d'une érosion de plus en plus forte des conditions de vie porte un coup à l'idée chauvine que «chez nous, c'est mieux qu'ailleurs».

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL. Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h.30 à 13 h.

L'occasion de faire du travail de masse parmi les chômeurs avec des camarades américains. Les propositions de lutte recueillaient un écho considérable. Alors que c'était dans le Midwest, une grève générale des mineurs de Pennsylvanie et de Virginie Occidentale a éclaté, balayant les bureaucraties syndicales, résistant aux forces de répression. De nombreuses luttes éparses, isolées, se développent un peu partout. Lontemps baillonnés par l'idéologie impérialiste, la collaboration de classe, la classe ouvrière américaine est en train de redresser la tête. Amitiés révolutionnaires M.J. de Paris



DANS L'ESPRIT DE FAIRE PROGRESSER LE JOURNAL

Sans être d'accord avec vous sur tous les points, je suis proche de votre parti, et je lis avec intérêt le Quotidien depuis sa parution. Je vous écris pour vous faire part de quelques critiques - dans l'esprit de faire progresser le journal - et pour avoir des éclaircissements sur certains points.

Je trouve que la dernière page «jeunes» n'était pas très bonne. On avait l'impression que vous niez tous les faits de délinquance reprochés aux jeunes. Qu'une bagarre entre bandes soit montée par les flics, d'accord, mais il y a aussi des bagarres entre les bandes qui sont réelles. La force de la campagne anti-jeunes, c'est justement qu'elle s'appuie sur des points bien réels. C'est vrai qu'il y a des meurtres de personnes âgées, par exemple. Je crois donc que face à la campagne de la bourgeoisie, vos articles ne donnent pas assez d'armes pour la discussion. Il faudrait montrer mieux comment ces mêmes gens qui envoient les flics contre les jeunes ce sont eux qui fabriquent les délinquants, par la façon dont la société est organisée.

Il n'est pas question pour nous de nier les faits de délinquance, ni de les «excuser», mais d'en rechercher les causes, d'en désigner les responsables et cela en partant du point de vue de ces jeunes eux-mêmes, que la bourgeoisie cherche à isoler, et des travailleurs. Or ce qui apparaît

dores et déjà c'est que beaucoup de ces jeunes classés, catalogués comme «délinquants», «voyous» par la bourgeoisie, refusent ce modèle, et certains s'organisent même contre la répression qu'ils subissent comme à Mistral. Il y a ce lecteur de Ste Geneviève des Bois, ouvrier, père de 7 enfants qui nous écrit «ils sont rejetés de partout, c'est normal qu'ils se révoltent». Il y a ces personnes âgées que nous avons interrogées et qui nous disent «un crime l'est affreux mais de notre temps il y en avait aussi, et on en parlait moins; on n'est pas contre les jeunes, ils n'ont pas la vie facile», etc... Il ne s'agit bien sûr que d'une première approche, mais ces premiers éléments d'enquête pour insuffisants qu'ils soient, sont précieux: la campagne anti-jeunes a pour but de diviser un peu plus les travailleurs (jeunes contre vieux), et en cela elle se heurte à la conscience de classe de nombreux travailleurs conscients de la manœuvre. C'est en s'appuyant sur ces réactions de classe qu'il nous faut aborder plus en profondeur à présent la question de la délinquance, comme tu en montres à juste titre la nécessité.

Nous reviendrons par ailleurs sur les questions que tu nous poses sur le mouvement d'ensemble.

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml)) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19 CCP n° 23 132 48 F Paris Directeur de publication : Y. CHEVET imprimé par L.M.F. Diffusé par les NMPP Numéro de commission paritaire : 56 942

oui, un journal révolutionnaire financé par les travailleurs qui le lisent, c'est possible !

Nous publions ci-dessous l'appel d'un lecteur ouvrier à tous les lecteurs du Quotidien du Peuple. «Gagnons la bataille pour les 15 millions, offrons-nous un quotidien à douze pages, le plus tôt sera le mieux. Je suis sûr que si en un mois chaque lecteur se défonce d'au moins 20 F, la bataille sera largement gagnée. Est-ce utopique ? Est-ce irréaliste ? Sans argent dans une telle société on rentre dans le rang, on ne peut rien faire. Alors camarades lecteurs, sympathisants, militants, faisons un effort supplémentaire, faisons connaître notre Quotidien, organisons des collectes, abonnons des camarades qui ne le peuvent actuellement, faisons preuve d'imagination, de détermination, d'audace, de courage. Battons-nous pour qu'un Quotidien du Peuple, notre Quotidien Révolutionnaire Marxiste-Léniniste puisse très bientôt paraître à douze pages. Privons-nous s'il le faut, battons-nous de toutes nos forces pour que vive et se développe notre journal. Ne comptons que sur nos propres forces pour vaincre. Il faut prouver à la bourgeoisie que nous sommes des battants et sincèrement révolutionnaires.»

RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

je souscris
 10 F 50 F 100 F F
Nom
Profession
Adresse
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

gagnons la bataille de la diffusion

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes
Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,
à la librairie (nom précis de la librairie)
au kiosque de Monsieur rue n° ville
Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

journées d'action chimie FAIRE CONVERGER NOS LUTTES !

Michelin : les travailleurs de la chimie ce sont d'abord des O.S

Dans la chimie encore plus que dans les autres secteurs, la restructuration, le réajustement bat son plein. La chimie, c'est une branche qui comprend plusieurs secteurs différents : c'est le caoutchouc, les produits synthétiques (y compris textiles), le verre, le plastique...

Les affaires marchent bien pour Renaud Gillet PDG «dans le vent» de Rhône-Poulenc. En 74, le chiffre d'affaires a augmenté de 40 %, grâce à une augmentation de la productivité de 10 % et ceci malgré une baisse dans le textile et le plastique. La mécanique est toujours la même : on délaisse rapidement les secteurs les moins rentables pour moderniser et rentabiliser à fond les secteurs «qui marchent». Ce phénomène est cependant considérablement accru dans cette période de crise. Rhône-Poulenc profite de la récession pour procéder à un redéploiement afin d'augmenter ses profits. Cette politique conduit tout naturellement aux con-

séquences que l'on connaît pour les travailleurs : c'est un plan en cours de préparation chez Michelin pour faire face à la baisse dans «le tourisme» et la forte demande dans «le génie civil». C'est la menace de suppression de 4000 emplois chez Rhône-Poulenc (Rhodia Saint Fons) et la réduction d'horaires (Chalampé), alors que le chiffre d'affaires est encore en augmentation. Ce sont les fermetures d'usines et le chômage partiel à grande échelle à PUK (produits chimiques Ugine Kuhlmann), dans tout le trust.

Cette attaque très dure contre leur emploi et leur pouvoir d'achat, les travailleurs de la chimie la combattent. Les mouvements sont nombreux dans la branche. L'heure est à la lutte, à la lutte efficace et d'ensemble. C'est ce qui ressort principalement des enquêtes et discussions que nous avons menées avec les ouvriers de la chimie à la veille de la journée d'action du 26 novembre.

Les patrons de la chimie aimeraient répandre l'idée d'une classe ouvrière en blouse blanche travaillant dans des laboratoires. Il suffit de regarder la sortie des travailleurs le soir chez Michelin pour s'apercevoir que comme chez Renault, ou dans la sidérurgie, les travailleurs de la chimie, ce sont d'abord des O.S., avec bas salaires, cadences épuisantes, travail à la chaîne, «accidents» du travail et contremaîtres dans le dos.

Dans ces usines, c'est l'attaque en règle contre les conditions de vie

et de travail que Michelin organise. Sur l'emploi d'abord : depuis un an, 2 000 départs «volontaires» ou licenciements individuels pour «faute professionnelle». Dans la même période, la productivité a considérablement augmenté. Pour les conditions de travail, Michelin a construit un sanatorium pour y envoyer les travailleurs, principalement les immigrés, qui se font détruire la santé dans les vapeurs de produits toxiques qui servent aux mélanges de caoutchouc. Par contre, c'est la répression contre les comités d'hy-

giène et de sécurité. (voir l'interview du responsable CFDT).

De tout cela, et aussi du poids pesant de la main-mise de «Bib-Michelin» sur tous les aspects de leur vie, les travailleurs en ont assez ! La voie de la lutte recommence à s'affirmer. On reparle des luttes de 56 dans les cités. La journée d'action du 26 novembre, bien que n'entretenant pas d'illusions, pourrait bien être le point de départ d'une mobilisation beaucoup plus large à Clermont-Ferrand.

interview d'un responsable CFDT de Clermont-Ferrand

«C'EST LE MOMENT D'EN PROFITER»

Quotidien du Peuple : Comment la crise se répercute-t-elle contre les travailleurs de chez Michelin ?

J. C. : Tous les ans à cette époque, il y a une réunion de l'ensemble des syndicats du trust avec la direction pour discuter des revendications. Une première réunion a eu lieu le 18 novembre pour établir un «ordre du jour» et une autre se tiendra le 28 pour en discuter. Le 18, les patrons ont déjà annoncé qu'ils n'avaient pas grand chose à nous donner. En fait, ils n'ont retenu pour l'ordre du jour que les revendications «secondaires». (importantes bien sûr, comme toutes les revendications mais secondaires quand même !) Tout ce qui concerne les salaires, la réduction du temps de travail, il n'en est

pas question. De plus, ils voudraient nous embarquer dans un truc pour nous faire accepter les heures supplémentaires, et en plus, seulement quand ils l'en auraient besoin.

Comment envisagez-vous la mobilisation dans ces conditions ?

Ce qu'il faut, c'est organiser l'action à l'échelle du trust ! D'ailleurs on a déjà commencé. On a engagé une campagne de tracts et d'affiches. Les réunions rassemblent toutes les sections syndicales Michelin, c'est le moment d'en profiter !

Quels sont les thèmes de cette campagne de mobilisation ?

Il y a deux grands thèmes : 1° la question des revendications sur les salaires, les conditions de travail, les horaires (à partir du fait qu'ils ne veulent pas en entendre parler, comme ils l'ont montré le 18). L'autre axe, c'est la répression syndicale : en ce moment Michelin poursuit 160 personnes en justice soi-disant pour non-respect de la législation sur la désignation des délégués CHS. En fait, ils ne veulent pas voir s'élargir la possibilité pour les travailleurs de remettre en cause leur politique sur la sécurité, ou plutôt leur absence de politique de sécurité !



«Que toutes les boîtes du groupe rejoignent Chalampé dans la lutte...»

Rhodia-Belle-Étoile à Saint-Fons

comment lutter aujourd'hui ?

Quelle différence avec les mouvements massifs au début du chômage partiel ! Plusieurs ateliers, à ce moment-là, avaient trouvé des moyens de lutte adaptés à leur situation.

QUATRE CAUSES DE LA DÉMOTIVATION ACTUELLE

Aucune perspective de développement n'a été donnée.

Chalampé est resté isolé. Qu'est ce qui nous a été proposé pour les soutenir ? Même pas de bloquer les camions qui sabotaient leur grève.

La direction de la CGT disait : «Chalampé, c'est une grève bouchon». Tout en parlant de «solidarité de combat» et de développement massif des luttes à tous les niveaux, elle ne proposait pas que toutes les boîtes du groupe rejoignent Chalampé dans la lutte, mais le contraire : que Chalampé revienne en arrière, et marche au pas décidé par elle.

Des grévettes de 2 heures, des journées d'actions sans lendemain. Beaucoup de travailleurs voient que ça ne va pas dans le sens de l'élargissement et du durcissement

de l'action. Ça ne sert qu'à montrer un mécontentement, pour que le PCF présente sa solution miracle, le programme commun.

Des revendications même pas claires : Voilà pourquoi la combativité baisse : on est dans le brouillard. Dissipons-le par la discussion !

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE 26

Aujourd'hui, alors que la bourgeoisie est en position de faiblesse, nous en profiterons pour la faire reculer, pour imposer le paiement intégral des heures chômées, la diminution des horaires sans perte de salaire, la baisse des cadences, l'embauche des chômeurs, la cinquième équipe... Ce doit être une journée de lutte contre la bourgeoisie, et non pas une journée prétexte pour lui donner des conseils pour se sortir de la crise ; ce n'est pas pour tel ou tel plan de relance que nous nous battons, ni pour les seuls travailleurs de la chimie. La chimie aujourd'hui, demain toute la classe ouvrière.

Cellule Rhodia-Belle-Étoile du PCR

Produits Chimiques Ugine-Kuhlmann

poursuivre l'offensive

Depuis plusieurs mois, de nombreuses luttes se sont déroulées dans des boîtes de la chimie allant des grosses usines aux petites unités. A Produits Chimiques Ugine-Kuhlmann (PCUK), ce sont les actions à Villers-Saint-Paul contre le chômage partiel, les mouvements à Wattrelos et la manifestation à Paris, le 2 octobre, pour s'opposer à la fermeture de l'usine et aux licenciements. A Levallois, c'est l'intervention des délégués et la mobilisation des travailleurs contre les mesures de la direction générale PCUK en s'opposant aux licenciements à 60 ans (la direction locale a dû reculer : sur les 11 travailleurs concernés, seuls 2 cadres sont touchés). Toujours dans le groupe PUK, une lutte victorieuse à la C.E.I.S.A. à Bernay (Eure) où les ouvriers ont fait céder la direction sur les salaires (1 à 3 % au 1^{er} septembre, 2,5 % au 1^{er} novembre, le 13^e mois pour tous)...

A Levallois, la cellule du Parti impulse et soutient ces actions. A son initiative, une rencontre a eu lieu avec des travailleurs de Wattrelos pour favoriser le développement et la coordination des luttes en cours, après le soutien que nous leur avons apporté le 2 octobre. La lutte

victorieuse des ouvriers de la C.E.I.S.A. prouve qu'il est possible d'engager des actions contre le trust PUK et de gagner.

Pour notre Parti, il s'agit de montrer que les difficultés économiques actuelles font partie intégrante de la crise de la bourgeoisie et que celle-ci n'est pas due au gaspillage des monopoles privés qui dilapident l'argent (ce qui impliquerait de «nationaliser» et de «changer de politique économique» comme le prétend la propagande révisionniste). En fait ce n'est pas de politique qu'il faut changer, mais la société capitaliste qu'il faut abattre !

Ainsi, il ne s'agit pas de proposer un plan de relance type Marchais à la place de celui de Giscard. Il s'agit de faire payer la crise à la bourgeoisie, en profitant de la situation où les trusts sont les plus vulnérables (peu de stocks, concurrence plus aguerrie, difficultés à faire des projets).

A Levallois, la cellule avance des mots d'ordre offensifs depuis plusieurs mois : «Pas un seul licenciement» (durant les différents transferts qui ont eu lieu, départ des labo P.V.C., Minérale... nous nous sommes

opposés à tout licenciement avec succès). «Diminution d'horaires sans diminution de salaire» «Embauche des travailleurs des sociétés extérieures (nous avons réussi, avant les vacances, l'embauche de plusieurs ouvriers par l'action revendicative des travailleurs du centre) ; «Embauche des contrats temporaires et des intérimaires (qui effectuent un travail permanent au centre).

Aujourd'hui, notre Parti appelle à l'unification des travailleurs sur des revendications s'opposant au chantage à la crise !

Il existe une volonté réelle de lutte dans un grand nombre d'usines. Il s'agit donc dès maintenant de coordonner les luttes, non seulement dans la chimie, mais avec tous les travailleurs, pour un mouvement d'ensemble afin de faire échec à la politique de chômage et d'austérité des patrons. C'est sur ces bases que nous avons appelé les travailleurs de Levallois à l'action le 26.

Cellule PCUK-Levallois du PCR

NOUS PUBLIERONS DEMAIN LA SUITE DE NOTRE DÉBAT «LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE»

politique

en bref

LES STAGIAIRES D'UN CENTRE DE FPA EN LUTTE A ROUEN

C'est contre leurs conditions d'hébergement désastreuses, mais aussi contre leurs conditions de travail dans les ateliers que les stagiaires du centre de formation professionnelle pour adultes de Madrier, à Rouen, sont entrés en lutte. Après plusieurs assemblées générales, où ils ont décidé d'un cahier de revendications, la direction du centre n'avait toujours rien changé. Bien plus, devant cette « agitation intolérable », elle décidait vendredi dernier de licencier quatre stagiaires. Voilà une manifestation originale de « lutter contre le chômage », puisque ces centres FPA sont, paraît-il, un moyen de résorber le chômage.

Trois des stagiaires licenciés, un soudeur, un maçon, et un ajusteur, qui considèrent que les syndicats n'ont pas fait grand chose pour eux, ont décidé d'entamer une grève de la faim, à l'Eglise Ste Thérèse.

1 000 FRANCS POUR UNE GIFLE !

Un lycéen de Brest a été condamné à 1 000 francs d'amende pour avoir giflé une enseignante au cours d'une manifestation contre la « réforme Haby ». Celle-ci avait refusé de participer à la grève suivie par les enseignants et la plupart des lycéens. Dernièrement un patron reconnu responsable d'un accident mortel du travail avait été condamné à 1 500 francs d'amende. Il serait bien sûr déplacé de faire des comparaisons entre ces deux amendes. Il s'agit en effet d'affaires qui n'ont rien de comparable, dans un cas c'est l'ordre établi qui est en cause, alors que dans l'autre : l'assassinat d'un ouvrier, il n'est pas menacé.

LARZAC : LES MENACES DE BOURGES

« Ce camp se fera, mais l'expropriation n'est et ne sera que la voie ultime après celle de la conciliation et de la concertation ». C'est au Sénat que Bourges, ministre de l'armée impérialiste a fait cette déclaration. On a pu juger de ses méthodes de « concertation ». Pour les paysans du Larzac la lutte continue.

BOURGES : DES RENFORTS POUR PONIA

Bourges vient d'inspecter le « groupe d'intervention n° 1 de la gendarmerie nationale » stationné à Maisons Alfort. Il s'agit de flics spécialisés dans la répression des « nouvelles formes de criminalité ». Le groupe n° 1 est spécialement formé pour « pénétrer dans un bâtiment occupé par des délinquants et se rendre maître des lieux » : en d'autres termes : l'expulsion des travailleurs occupant leur lieu de travail. Un groupe d'intervention n° 4 est en formation à Mont de Marsan ; il est composé de parachutistes capable d'intervenir en tout point du territoire après avoir été transporté par avion. A l'occasion de cette inspection Bourges a confirmé son intention d'accroître les effectifs de la gendarmerie de 1 500 hommes et 5 femmes. Sous couvert de lutte contre la criminalité et le banditisme, la bourgeoisie poursuit le renforcement de ses forces de répression destinées à « réprimer les luttes ».

3 MORTS EN 3 MOIS
AU CHANTIER DE LA BOUËXIERE
et le patron s'étonne
d'être inculpé

A la Bouëxière, petite commune de deux mille habitants proche de Rennes, la nouvelle a fait l'effet d'une bombe : lundi, en fin d'après-midi, on apprenait l'incarcération d'André Louazel PDG de la carrière de la Butte Grillée, inculpé d'homicide involontaire et d'infraction à la législation des carrières.

Vendredi soir, deux ouvriers de l'entreprise, Mr Delamontagne, et Mr Lemesle, avaient été tués sur le chantier. Leurs corps ne furent trouvés que dans la nuit. Ils devaient procéder à la réparation du vibreur. Bien qu'il n'y ait eu aucun témoin, plusieurs points posent question : l'ingénieur des mines désigné comme expert a noté l'absence de barrière autour de l'entonnoir formé au-dessus du vibreur. De plus, les deux carriers ne disposaient pas d'éclairage. Comme toute manœuvre dangereuse, le travail aurait dû être surveillé.

Le 22 août dernier, un camion avait basculé dans cette même carrière. Le chauffeur était mort. Trois morts en trois mois pour douze ouvriers, ça commence à devenir inquiétant. Mais il y a des gens qui ont l'air de trouver cela normal, ce sont les patrons. Dès dimanche, le PDG de la carrière déclarait qu'il n'était en rien responsable, la trop célèbre fatalité étant seule coupable. A peine connue l'incarcération du patron, l'Union patronale d'Ille et Vilaine déclarait : « Il n'est pas admissible que de tels abus soient commis, abus qui ont pour conséquence d'entacher

l'honneur et la respectabilité d'un homme... » Or, dans les entreprises de ces messieurs respectables, il y a eu dans le seul secteur de la construction, en quelques mois, dix morts, et une dizaine de blessés graves... Ce qui n'est pas admissible pour ces messieurs, c'est qu'une justice faite pour maintenir leur domination faillisse à sa tâche...

Après les mises en détention de Chapron aux HGD, et de Planche à Moulins, la décision de Mme Burdeau, juge d'instruction à Rennes, et membre du syndicat de la magistrature, montre l'ampleur des failles de l'appareil judiciaire de la bourgeoisie.

A la Bouëxière, l'incarcération du patron est le principal sujet de discussions. C'est que la famille Louazel, c'est quelque chose dans le village. En plus du PDG de la carrière, maire du village depuis 71, il y a son fils qui est directeur de l'entreprise, sa femme qui est directrice de l'école, son frère qui assure le transport des matériaux, qui se permettrait de déclarer : « Mon frère n'est nullement responsable, d'ailleurs, les ouvriers sont pour le patron ». Et à l'image de ce qui s'était passé à Moulins, toute une campagne s'amorce pour disculper le PDG. « Ouest-France » en tête. On lit dans ce journal, qui prétend se faire l'écho des habitants du bourg : « Cette affaire est bien pénible pour Mr Louazel ». Oui, vous avez bien lu, ce n'est pas pénible pour les familles des ouvriers, mais pour ce pauvre

monsieur Louazel. Et Ouest-France de poursuivre : « Et si la carrière fermait... »

En fait, pour les ouvriers que nous avons rencontrés, les choses ne sont pas si simples. Même si le paternalisme régnant dans cette petite entreprise ne leur permet pas de mettre directement en cause le patron, il apparaît que ce sont bien les conditions de travail, les cadences qui sont la cause de ces accidents. Un ancien ouvrier de la carrière nous disait : « Autrefois, on était au moins quarante, aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une douzaine, et la production a augmenté. On est trop bousculé, s'ils n'ont pas emprunté la galerie d'accès au vibreur, c'est pour aller plus vite. S'ils l'ont fait le vendredi soir, c'est pour être tranquille le samedi ».

Hier, la carrière était arrêtée. Les ouvriers hésitent devant le chantage au chômage de ceux qui les poussent à réclamer la libération du patron. Certains sont surpris par l'incarcération. Mais, pour ces ouvriers, et pour les habitants du village, la mort de leur deux camarades a été un drame. Ces deux morts ne doivent pas être inutiles. Elles doivent permettre de poser le problème de la sécurité au travail, de déterminer les vrais responsables, et d'engager la lutte pour de meilleures conditions de sécurité.

de notre correspondant régional
Yves MENEZ

LES RECULS DE GISCARD SUR LA POLITIQUE RÉGIONALES, ET SES DIFFICULTÉS AVEC SA « MAJORITÉ »

Dans son discours de Dijon, Giscard a nettement tranché contre un élargissement de l'autonomie régionale, contrairement à ses positions antérieures, contrairement aux espoirs des divers « centristes » ou autres Servan Schreiber. En se prononçant pour « l'application méthodique et complète de la loi de 1972 sur la région », il rejoint les positions de la majorité de l'UDR.

La loi de 72 créait les conseils régionaux en leur accordant des crédits infimes et des responsabilités très limitées. Les partis de gauche, les centristes, Chaban Delmas, réclamaient l'élection de ces conseils au suffrage universel et l'élargissement de leurs responsabilités. Ce n'est certainement pas ces mesures qui auraient pu constituer un progrès pour les travailleurs, l'extension du crétinisme parlementaire aux circonscriptions régionales ; les masses n'ont rien à y gagner, les travailleurs corses et bretons pour ne prendre qu'eux savent à quoi s'en tenir sur leurs élus locaux.

Si Giscard en définitive a refusé d'étendre les attributions des conseils régionaux, ce n'est vraiment pas qu'il craigne que ces organismes deviennent des lieux d'expression des revendications populaires, c'est en raison de la fragilité de son assise politique, tant au parlement que dans les conseils régionaux. Au parlement d'abord où il ne dispose pas contrairement à ses prédécesseurs de majorité parlementaire

derrière la rangée de CRS et le service d'ordre des réformistes, les travailleurs manifestent la venue de Giscard à Dijon



inconditionnelle, il doit ménager l'UDR hostile à une plus grande autonomie des régions. Dans les conseils régionaux la situation est encore moins solide pour les giscardiens. Les socialistes sont majoritaires dans plusieurs assemblées régionales, (Provence-Côte d'Azur, Nord-Pas de Calais...), en Aquitaine Chaban Delmas est président, alors que les républicains indépendants disposent de très peu de postes de présidents. Ces considérations n'ont pu qu'amener Giscard à limiter pour l'instant les attributions des conseils régionaux. Les coups d'arrêts donnés par Giscard à plusieurs de ses projets, dits libé-

raux, ne font que révéler la friabilité de sa « majorité » et les difficultés qu'il a à affirmer son leadership.

Les partis de l'opposition de Fabre à Marchais font chorus contre cette position et demandent la démocratisation des instances régionales. Mais leur attitude lors des dernières luttes des masses montre leur mépris pour les revendications régionales des travailleurs que ce soit en Corse, en Bretagne, ou même à Dijon où ils se sont opposés à l'expression de la colère de travailleurs, en détournant la manifestation.

Serge LIVET

Durafour fait pression sur les inspecteurs du travail pour les empêcher de témoigner contre les patrons responsables d'accidents de travail

Suite de la page 1

Cette circulaire concerne tout spécialement le bâtiment et les travaux publics :

« Il importe que les fiches de renseignements établies par l'OPPBT (qui remplace les commissions hygiène et sécurité dans le bâtiment), comme du reste les rapports demandés à l'inspection du travail, ne soient pas transmis aux magistrats (...) S'il est utile, afin de promouvoir la prévention, que des hypothèses soient formulées sur les causes éventuelles des accidents (...), ces hypothèses de caractère subjectif qui peuvent incidemment mettre en cause l'employeur, la victime ou des tiers, ne sauraient être portés délibérément à la connaissance des magistrats, auprès de qui il ne convient de ne faire état que des renseignements objectifs ».

Patrons, vous avez entendu ! Ces magistrats indignes, en attendant que l'on s'en débarrasse, qui osaient vous menacer lorsque vous assassiniez quelques ouvriers n'auront bientôt entre les mains que les rapports « objectifs » de la police, ou le simple certificat de décès des ouvriers tombés malencontreusement du 9^e étage de vos chantiers !

La manœuvre est de taille, car certains inspecteurs du travail, constatant que moins de 3% des infractions constatées dans ce domaine aboutissent à des condamnations, pour la plupart symboliques, transmettaient directement leurs rapports aux magistrats. Or, selon la réglementation ces rapports doivent être transmis au parquet, c'est-à-dire au procureur. Une légère faille dans ce système si bien élaboré pour empêcher toute mise en cause des patrons se devait d'être immédiatement comblée. Le rond de cuir qui a élaboré cette circulaire s'est senti obligé de se justifier, en expliquant que, sachant que le rapport risquait d'être transmis à la justice, les témoins n'oseraient pas parler. Pour prendre la défense des patrons, on prend bien des gants... Foyer, député UDR, rapporteur de la commission des lois, lui, n'y a pas été par quatre chemins : devant les mises en détention préventives répétées des patrons (il n'y en a jamais eu que quatre), il demande l'établissement de l'habes corpus, c'est-à-dire l'interdiction de la détention provisoire... pour les gens de sa classe. Voilà des députés qui ne s'étaient jamais souciés des conséquences de la détention préventive des travailleurs, et brusquement s'émeuvent ! Le désarroi des capitalistes devant les fissures de leur justice prend de grandes proportions !

Eric BRÉHAT

luttons ouvrières et paysannes

BEAUVAIS D.B.A. ALLONE victoire !

En grève, avec occupation de leur usine depuis le 3 novembre, les travailleurs de D.B.A. Allone viennent de reprendre le travail. Le patron a cédé sur :

- des augmentations de 90F à 560F, les plus fortes augmentations allant aux plus bas salaires ;

- la suppression des contrats partiels, l'embauche immédiate et définitive après quinze jours d'essai ;

- 20F par jour pour les repas des chauffeurs au lieu de 13,20F ;

- le paiement à 50% des heures de grève.

Le travail a donc repris

dans l'unité et l'enthousiasme, le trust D. B. A. Loockeed n'a pourtant pas fini de payer, en effet, le patron vient d'être obligé d'augmenter de 70F, plus 2% les salaires au montage de l'usine de Beauvais après une semaine de grève. Il menace dans un tract : «*Je cède mais la maison ne pourra pas subir un tel préjudice, elle ne sera plus compétitive, attendez-vous à en subir les conséquences*».

Les travailleurs sauront repousser l'intimidation et se préparent non pas à subir, mais à contrer les conséquences de la crise.

INTERVIEW DU COLLECTIF CHÔMEUR DE TOULOUSE

Quotidien du Peuple : Comment s'est créé le collectif et qui regroupe-t-il ?

Le collectif : Il s'est créé l'année dernière à l'initiative de chômeurs déjà politisés afin de faire l'unité des syndiqués et des non syndiqués.

QdP : Quelles actions avez-vous menées ?

L'année dernière une manifestation a eu lieu à l'occasion de l'ouverture de l'ANPE rue Mirail. Cette manifestation s'est tenue avec des chômeurs et des sections syndicales CFDT (Badin, La Courtensault, etc...). Pour nous il s'agissait d'affirmer que ça n'était pas une solution au chômage (400 patrons

triquaient à l'intérieur) Nos objectifs : bus gratuit, suite à la circulaire Métais nous appelons à les prendre collectivement. Refus de payer les notes EDF-GDF, avec le soutien des sections CFDT en cas de coupures des compteurs, contact avec des paysans travailleurs pour organiser des réseaux de bouffe, briser l'isolement des chômeurs. Regroupement national des collectifs chômeurs.

QdP : Comment avez-vous mobilisé ?

Intervention à l'entrée de l'ANPE au début. Par la suite les interventions se feront à l'intérieur (réunion, affichage). Malgré le patron et grâce au soutien des chômeurs.

PARIS-RHÔNE : LES PATRONS ET L'UNION MÉTAUX CGT CONTRE LA GREVE !

«*Maintenant qu'on est parti, on tiendra jusqu'au bout*», déclarait ce matin un gréviste. A Paris-Rhône, la volonté de lutter jusqu'au bout continue de se manifester chez les travailleurs. Ni la nouvelle lettre de menaces du patron, adressée au personnel et qualifiant d'«*extrémistes*» ceux qui luttent pour les 250 F, ni la mise en scène de la direction aujourd'hui, n'ont atteint leur but. Ce matin, alors que des cadres et des jaunes attaquaient les piquets de grève, la direction faisait poster aux alentours de la boîte du 8^e, des ambulances. Les travailleurs ne se sont pas laissés impressionner mais les ETDA, à l'appel de la direction CGT, ont, pour la plupart, repris le travail aujourd'hui ! Parallèlement aux manœuvres de la direction, l'USTM CGT a fait savoir dans la presse locale qu'elle se retirerait du Comité de grève ! Elle dénonce

aussi «*les collectes qui ne sont pas prises en charge par les sections syndicales*». Déjà des contacts ont eu lieu entre la direction CGT et la direction pour des négociations sur le dos des travailleurs !

Ce matin, une affiche murale du PCR, favorablement accueillie par les grévistes, mettait en parallèle les déclarations de l'Union des Métaux CGT et celles du patron. Chez les travailleurs des deux usines la détermination est grande, de nouvelles équipes de popularisation interviennent sur les marchés et aux portes des usines. Ce matin, à la Ferrandière, les grévistes redigeaient des affichettes pour ridiculiser les chefs. Aujourd'hui l'animation de la lutte se poursuit par la projection dans les deux usines d'un film sur la lutte de Cerisay.

H. G.



CHATILLON SUR SEINE : non à la flambée du prix de la terre !

Dans notre région, les prix de la terre ne cessent de monter. (15 000 F/ha), ce qui rend la situation des petits paysans qui veulent s'agrandir, et celle des jeunes qui veulent s'installer, impossible.

C'est pourquoi les jeunes agriculteurs chatillonnais (CCJA) envisagent une série d'actions lors des ventes de terre. Pour commencer, ils ont fait connaître leur point de vue sur la question dans la presse, et surtout lors d'une vente de terre à Contsan (village voisin de Chatillon). A cette vente, la pièce où se discutait l'affaire a été investie par une cinquantaine de jeunes et de moins jeunes agriculteurs

qui ont exprimé leur façon de voir aux propriétaires, notaires, marchands de biens et autres rapaces. Le fermier n'a pas été défendu, car il est lui-même un spéculateur à ses heures, mais les problèmes ont été posés et les intéressés, prévenus. A l'avenir, des méthodes plus directes, seront envisagées.

Les interventions sont minutieusement préparées et discutées ; ce qui permet d'approfondir la question du foncier et de poser les problèmes de fond. (La propriété privée de la terre, l'introduction du capital financier à la campagne).

Coor. local

HÉROUVILLE (Caen) : pour la prise en compte des revendications des jeunes chômeurs

La semaine dernière, la mairie d'Hérouville a reçu la visite de plusieurs jeunes chômeurs. Ceux-ci ont exigé d'être reçus par le maire immédiatement. Personne ne venant les accueillir, ils se rendent alors en direction du bureau du maire. En arrivant près de son bureau, ils sont stoppés par le Secrétaire Général qui leur demande «*De quoi s'agit-il ?*»

—*Nous venons voir le maire au sujet des impôts locaux, des bons de cantine, des transports gratuits pour les jeunes chômeurs d'Hérouville.* —*Je regrette, Messieurs, mais le maire n'est pas là, venez donc dans mon bureau, nous allons étudier vos cas les uns après les autres.*

—*Nous ne sommes pas d'accord*

avec vos manœuvres, nous sommes venus ici pour représenter les jeunes chômeurs d'Hérouville et non pour vous nos problèmes particuliers. Si vous ne voulez pas discuter, nous allons venir en force !

Aussitôt le Secrétaire Général promet un rendez-vous dans un délai d'une semaine avec le maire. Nous sommes bien décidés à ne pas attendre plus longtemps. Cette intervention a été positive et ouvre un nouveau champ d'action pour le Comité de Lutte contre le Chômage. Le fait qu'il y ait eu la panique dans la mairie montre bien que la bourgeoisie a peur des masses populaires.

UCJR - cercle de Caen

THIONVILLE SOLLAC : PROLONGATION DU CHÔMAGE PARTIEL

A l'appel des syndicats CGT, CFDT, 150 travailleurs se sont réunis devant les grands bureaux. Les délégués du Comité d'Entreprise annoncent les dernières décisions : prolongation pour le mois de janvier des mesures de chômage partiel, soit 32 heures en moyenne, malgré les commandes dont certaines sont refusées par le patron, sauf pour le train à chaux ramené à 35 heures et la cokerie qui tournera normalement. Un délégué révisionniste propose pour seule perspective de se rendre à Metz au siège de l'Assimilator dans un concert de klaxon pour déposer une pétition de protestation. Cette proposition rencontre l'indifférence générale. Mise au voix, elle est refusée. Pour les travailleurs, à quoi cela peut-il servir de se retrouver tous les quinze jours à Metz en petite délégation ? C'est les portes qu'il faut bloquer. Pour l'ensemble des travailleurs, seule la grève illimitée avec piquets pour la cinquième équipe, permettra le recul du patronat.

FAMOSIA : L'USINE DOIT ROUVRIRE !

Les travailleurs de Famosia ont trouvé la porte fermée en revenant de vacances, le 1er septembre. Au mois de juillet, le patron leur avait annoncé oralement qu'ils étaient licenciés, que ce n'était pas la peine qu'ils reviennent. Pendant les vacances, ils n'ont reçu aucune lettre, ils se sont donc organisés aussitôt en syndicat, et se sont adressés à la CGT à Gournay. Ils ont occupé la mairie le 5 septembre, pour forcer le patron à revenir. Ils ont ainsi obtenu que l'Assedic leur paie le mois de préavis et leur mois de congé du mois d'août, plus du premier au 26 septembre, où ils sont restés à l'usine sans travail. Le patron avait promis de rouvrir l'usine. Au lieu de cela, il a déposé le bilan. Ils ont alors porté plainte contre le patron. Le résultat, c'est que le tribunal a notifié aux ouvriers de sortir de l'usine une heure après. Depuis, ils s'attendent à l'arrivée des forces de police. Ils ont commencé à organiser le soutien. Dans le village même, les gendarmes et le maire ont interdit de populariser leur lutte, sous prétexte que la mendicité est interdite. La lutte continue, pour que l'entreprise rouvre !

SAM-CAZENAVE (Cycles) à BELIN-GIRONDE USINE OCCUPEE DEPUIS 4 MOIS

Depuis le 25 juillet, aux confins du département de la Gironde, à la limite des Landes, les travailleurs de Sam-Cazenave occupent leur usine pour garder leur emploi, pour conserver le droit au travail là où ils ont toujours vécu. «*Il y a eu d'abord comme partout le chômage partiel, la réduction d'horaires, et puis, d'un seul coup, 50 licenciements... Nous nous sommes dit : le patron a des maisons partout, lui restera, et nous, nous partirons ? Alors, nous avons décidé d'occuper l'usine...*»

DEPOT DE BILAN ANNONCÉ A CHAIX : LES TRAVAILLEURS PRÊTS A OCCUPER

La direction de l'imprimerie Chaix, ex Néogravure, à Saint-Ouen, (banlieue parisienne), vient d'annoncer qu'elle avait fait une demande de dépôt de bilan. 640 travailleurs y sont employés. Ils sont décidés à s'opposer à la fermeture de l'imprimerie, en l'occupant s'il le faut.

strasbourg

CRÉATION D'UN COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Vendredi dernier 70 personnes ont participé à la réunion de constitution du comité de lutte. Cette réunion fait suite aux journées d'action du 15 et 16 novembre lancées par le PCR (ml).

Des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra en grève du loyer depuis le 30 octobre étaient présents. Sur 300 occupants du foyer une cinquantaine sont chômeurs dont beaucoup ne touchent pas d'indemnités.

Etaient également présents des ouvriers de Chanzy-Pardou, boîte de Travaux Publics où les horaires ont été réduits de 54 à 45 H par semaine ; des ouvriers de Tefic, de l'hôpital civil où les charges de travail ont augmenté.

Des ouvriers de Clark sont venus présenter leur lutte et demander le soutien du comité de lutte, or depuis lundi les horaires de cette usine ont été réduits de 40 à 24 H. Des chômeurs isolés sont aussi venus exposer leur problème, tel cet ouvrier d'Anstett qui n'a pas pu aller en déplacement quand son usine a fermé ; tel ce plongeur de 43 ans qui ne touche aucune indemnité alors que sa femme travaille au tri de la gare à temps partiel pour moins de 1 000 F par mois. De nombreuses questions ont été débattues : est-il possible de lutter victorieusement contre le chômage ? Comment s'y prendre concrètement ?

Pour l'immédiat nous avons décidé de nous rendre ensemble à l'ANPE pour exiger que tous les

sonacotra : loyer gratuit pour les chômeurs

L'inspecteur des foyers Sonacotra de l'Est est venu au foyer du Polygone à Strasbourg, mardi dernier. Il voulait forcer les locataires à payer. Ceux-ci ont refusé : «*On lui a dit : Fous-le-camp*». Il est venu chercher le responsable du Comité de grévistes. Le deuxième jour, à 18 h 30, personne n'a accepté de discuter avec lui, à la réunion qu'il avait convoquée. Les locataires du Polygone ont distribué des tracts au foyer de la Meinau, ceux-ci sont d'accord pour faire la grève des loyers. Vendredi soir, 17 locataires sont allés à la première réunion publique du Comité de Lutte contre le Chômage. Ils ont expliqué les raisons de leur lutte et ont demandé le soutien du Comité. Ensemble, nous avons décidé de préparer une conférence de presse, une fête populaire au foyer, en soutien à la grève, d'organiser une délégation de chômeurs du foyer pour être présents à CLARK.

POUR TOUS CONTACTS : Les travailleurs de la Sonacotra du foyer Polygone en grève, aux bons soins du Quotidien du Peuple - 15/17, rue de la Haute-Montée à Strasbourg.

jeunes

PROSPECTUS... 4 JOURS...

Il est 8 h 30, nous nous retrouvons au métro à 13 camarades de l'UCJR, Objectif-Enquête sur l'ANPE du 20^e arrondissement à Paris. Quand on arrive, les gars commencent à rentrer, prêts à commencer une demi-journée d'attente... Ils sont 6000 comme ça, inscrit dans l'agence. On sort nos tracts ; une employée arrive et veut nous empêcher d'entrer. Un camarade reste discuter avec l'employée, alors que nous entrons et commençons à parler avec les gars qui attendent. Le directeur arrive ; il veut appeler les flics.

L'énorme majorité des gens qui sont là, sont des jeunes. Aucun ne touche d'indemnité. Ce qui domine, c'est le ras le bol ! «Tu vois ici, on se fout de nous, tu as droit à une agence toute neuve, un décor moderne, mais pas de boulot. Chez moi, je ne compte plus les paperasses que j'ai remplies ». Un de ses copains intervient : «Et en plus, ce n'est pas parce que tu as ta carte jaune que tu as du boulot. On te réponds souvent : Ah ! On regrette, la place est prise, ou bien, l'agence t'a parlé d'une place à 1 800 F et on te propose 1 300 F. » «Moi, je suis d'origine vietnamienne. L'autre jour, je me suis présenté avec ma carte jaune en règle, mes papiers et tout, mais le patron a commencé à me faire une réflexion raciste et le soir, il m'a viré. C'est une camarade de l'UCJR, Christine, qui lui réponds : «Ça ça ne m'étonne pas, j'ai travaillé dans cette agence. Ici, quand un patron téléphone et précise : «pas d'étranger», on met un R sur la fiche. C'est parfaitement illégal mais les gars ne le savent pas ». Et Gilles, d'ajouter : «Certains employés de l'ANPE pensent bien faire s'inscrire car, disent-ils, cela évite que l'on envoie un gars dépenser son temps et ses tickets de métro

pour rien. Mais la réalité, c'est qu'ainsi, les patrons choisissent à leur aise leur main-d'œuvre, au mépris de leur propre légalité ».

On est tout de suite frappé par la tension qui règne dans une telle agence. «Le mois dernier», nous dira Didier, «on attendait depuis trois heures, quand deux gars sont sortis et se sont battus : il y en avait un qui avait pris la place de l'autre». Le chômage, c'est aussi ça : diviser les gars entre eux.

Et l'intérim...? Je demande... «L'intérim, ne m'en parle pas ! J'y suis allé 4 lundis. A chaque fois, ils m'ont fait attendre toute la matinée en me disant qu'ils attendaient un coup de téléphone. Au bout des 4 semaines, ils m'ont dit que je n'étais pas

photo Houssais



Le 4 octobre : des milliers de jeunes manifestent pour l'emploi

assez qualifié. Tout ça, c'est pour avoir toujours un gars sous la main afin de montrer aux patrons que le service est rapide. Nous faire perdre une demi-journée, ça, ils s'en fichent ! »

Il y a deux ans, nous explique Jean-Pierre, quand tu étais au chômage, tu attendais une semaine, un mois, et tu finissais par trouver du travail ; maintenant, c'est tout de suite trois mois d'attente pour prendre souvent n'importe quoi. Dans les familles, la tension monte. J'ai un bon copain pour qui ça dure depuis trois mois, chez lui, c'est terrible, avant hier, il s'est fait taper par un frangin. Je viens de le revoir : il veut s'engager. Tu vois ce qu'elle fait la société pourrie ! Jean-Pierre ne croit pas si bien dire. Au mur de l'agence, il y a une belle affiche, bien mise en valeur et qui nous rappelle un métier d'avenir, sans chômage : «la police, un métier d'homme».

Un copain de Jean-Pierre arrive tout joyeux, son carton jaune à la main : «Ca y est, j'en ai ! Qu'est-ce que c'est ? «Prospectus, 4 jours ! »

Patrick ISNARD

" quand vous aurez coupé vos cheveux..."

Les faits, ils sont simples : aux Etablissements Emile Hauptert à Talange (Moselle), une petite entreprise d'une vingtaine d'employés, un jeune patron mais de choc ! Les salaires : les jeunes ouvriers compagnons reçoivent pour 45 heures par semaine, un salaire allant de 1400 à 1500 F par mois.

Le jeune B.S., 17 ans, embauché depuis le 3.2.75 reçoit un salaire de 1170 F par mois pour 45 h de travail hebdomadaire. Un jour, il se voit déplacé et son horaire réduit à 40 h. B. s'inquiète pour son salaire auprès du patron. Ce patron qui n'a pas (encore) l'habitude des luttes ou des réclamations chez lui refuse de lui rendre des comptes là-dessus et le f... à la porte pour ses cheveux longs et lui envoie la lettre suivante : «...il ne nous est pas possible de tolérer un tel état de choses dans notre dépôt. Compte tenu de quoi, nous vous interdisons l'accès de nos ateliers tant que vous n'aurez pas adopté une tenue décente, c'est-à-dire lorsque vous aurez coupé vos cheveux...»

Ça se passait le 9 septembre.

B. s'adresse aux Prud'Hommes et là, il doit attendre plusieurs mois que l'affaire soit jugée. Pendant ce temps, il ne reçoit aucun salaire, et ne peut pas s'inscrire au chômage, puisqu'il n'est que... mis à pied pour une durée indéterminée... Finalement, il s'adresse à la CFDT qui porte l'affaire en référé.

Ce matin, donc ont eu lieu les débats. Le patron n'ose pas s'y présenter. Pour soutenir le jeune B. environ 150 personnes dans la salle. Surtout des jeunes.

Le débat s'engage. L'avocat du patron essaie de faire contester la recevabilité de la demande en référé, niant les faits, prétendant que B. aurait refusé de mettre une coiffe par mesure de sécurité. Mais la lettre est là. Sur acceptation de B. de porter son bonnet (ce qu'il a toujours fait) le juge exige que B. soit réintégré dans les 48 h.

Le jugement sur la question des dommages et intérêts aura lieu le 1er décembre. B. exige 10 000 F. Mais B. et ses parents ne se font guère d'illusions : «c'est une première victoire, mais maintenant, il m'ennuiera jusqu'au bout au travail, jusqu'à ce qu'il arrive à me licencier...» Mais une nouvelle petite brèche est ouverte dans la campagne anti-jeunes, il s'agit de l'élargir. Affaire à suivre : l'audience aura lieu le 1er décembre à 10 h.

correspondant UCJR Metz.

DE NOS CORRESPONDANTS

COMMENT ON TENTE DE CAMOUFLER LE CHÔMAGE.

Le Bulletin officiel de l'Education Nationale vient de publier un décret, signé de Haby, portant sur l'organisation d'une session complémentaire d'examen du CAP et du BEP pour février ou mars 76, pour les candidats ayant échoué au CAP (ou BEP) en juin 75.

La circulaire dit qu'ils s'inscrivent pour certaines matières, pour un total de 10, 15 ou 20 heures, et que ceux qui le feront garderont leurs bourses.

La mesure est claire :

- à tous ces jeunes qui traînent dans les cités et qui risquent de rejoindre les prochaines manifestations contre le chômage, on offre une scolarité prolongée. Il vaut mieux les remettre à l'école, ça les occupera et ça camouflera le chômage.

- cela renforce le thème : si les jeunes sont au chômage, c'est qu'ils n'ont pas la qualification et les diplômes voulus.

- cela renforcera sans doute l'illusion chez un certain nombre que tout n'est pas perdu et qu'on peut encore retenter sa chance.

On sent que la bourgeoisie aux abois n'a que la ressource de la fuite en avant.

correspondant Vitry, le 8

DE NOUVEAUX LECTEURS DU QUOTIDIEN...

Nous affichons chaque jour le Quotidien Du Peuple dans notre lycée. Nous aimerions décider avec vous des modalités de collaboration, notamment dans les rubriques culturelles et jeunes, prêts à devenir « correspondants attirés » pour être en liaison permanente avec les bureaux régionaux de presse.

Collectif «l'Encrier !» St Cloud.

DE MÂCON : LE C.A.C.T. REDÉMARRE

Sur la Cité Technique, à l'initiative du cercle UCJR, a été relancé le Comité d'action (C.A.C.T.).

S'inspirant des exemples positifs des années précédentes (nécessité de sortir du cadre de l'établissement en posant le problème des débouchés après l'examen, soutien aux luttes des peuples du monde, soutien et liaison avec la classe ouvrière), il va sortir le prochain numéro de son journal. Au sommaire, des articles sur l'insécurité dans les ateliers au CET, sur les classes de couture et cuisine, des témoignages d'anciens élèves de la Cité aujourd'hui chômeurs ou déqualifiés ; également, un article sur la situation de l'emploi à Mâcon et la lutte engagée par les salariés de chez Seguin.

De plus, il est prévu de préparer un dossier sur le bilan de lutte du C.A.C.T., comme contribution à la tenue des Assises contre l'école capitaliste, au mouvement des jeunes des écoles.

correspondant UCJR Mâcon

LES LOISIRS DES JEUNES À VILLEFRANCHE

Lors d'un collage, organisé par le cercle, sur les quartiers populaires de Bégnay, d'affichettes dénonçant le régime franquiste, spontanément, des jeunes du quartier nous ont proposé leur aide : c'est donc à 7 (dont 4 jeunes du quartier) que nous avons réalisé ce collage. Cela nous a permis de parler de la délinquance et d'en venir au problème du désespoir dans le quartier populaire et des loisirs : « Pour nous, c'est la pelouse, où l'on se retrouve tous les soirs ; quand il pleut, on rentre chez nous ; heureusement bientôt il va y avoir une séance de cinéma organisée par l'école pour les jeunes. Il y en a une tous les 4 mois. Faudra pas qu'on la rate ! autrement on traîne entre la décharge municipale et les bistrotts ».

Depuis, deux de ces jeunes ont participé à la réalisation d'affichettes, et trois d'entre eux ont assisté à une réunion du cercle.

correspondant UCJR VILLEFRANCHE SUR SAÛNE

les solutions "hit"...

Le numéro de décembre de Hit-Magazine est paru. En page 2 : Esther Philips, millionnaire à 13 ans, elle était orpheline, elle dormait dans un car qui sillonnait l'Amérique avec une bande de musiciens noirs, et puis la gloire s'abattit sur elle. En page 8 : Coluche ne peut oublier les années où il avait faim... En page 17 : Mannix ou la revanche d'un petit garçon ; il vivait dans une cave, on l'appelait «le chiffonnier», il avait si faim que son estomac avait rétréci, etc...

«S'en sortir», même dans une situation très difficile, ça n'est

donc pas exclu. Quand cela arrive, on s'en sort tout seul : chacun a sa chance. D'ailleurs, si l'on ne s'en sort pas, ne regrettons rien. Etre riche, c'est si déprimant : en page 24, on apprend que Michel Polnareff a avoué à Hit, qu'il avait pensé à se suicider et Michel Jonasz nous explique en page 36 que l'argent est fait pour être dépensé et que finalement, rien ne vaut la bohème.

Ceux qui ne sont pas encore satisfaits peuvent se retrouver à la page 67. La marine nationale vous y offre : «une solide formation et de nouveaux horizons».

COMMENT LA BOURGEOISIE ENCOURAGE LA MATERNITÉ...

Le foyer est un foyer de mères célibataires mineures, tenu par... des sœurs. Des filles viennent là placées par le juge, les parents...

Inutile de souligner que la vie, comme dans tous les foyers de «protection de l'enfance en danger» n'y est pas gaie.

Ce qui est le plus dégueulasse, c'est la façon dont on continue à les exploiter. Les filles qui peuvent venir dès le début de leur grossesse, peuvent aller en classe (organisées par le foyer). Pour celles qui sont trop âgées, il y a les ateliers. Le foyer a des contrats avec les usines. Dans ces ateliers les filles effectuent un travail à la chaîne, pour lequel elles touchent environ

2 F pour 100 pièces (il faut 1 h 30 pour les faire). Ce travail consiste à plier des sachets de dragées, les coller, trier des cartes de Noël...

La présence aux ateliers est obligatoire : sinon pas de pécule. D'autres sont remises au travail, à l'extérieur, comme femmes de ménage, filles de salle ou ouvrières quand c'est possible.

Leur gosse devient, dès qu'elles rentrent au foyer, un moyen de chantage et d'exploitation. C'est difficile de trouver un travail qui leur permette de s'occuper de l'enfant et, lorsqu'elles le trouvent, il est difficile de lutter, car pour faire vivre le gosse, il faut se tenir tranquille...

Hélène

programme

MERCREDI 26 NOVEMBRE

TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - VIRGINIE film TV *
- 22 h 10 - INTERROGATIONS : LA JUSTICE avec Lecanuët...
- 23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - MANNIX policier
- 21 h 30 - C'EST A DIRE
- 23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
- 20 h 30 - CATAclysmes ET CATASTROPHES: SODOME ET GOMORRHE
- 22 h 55 - JOURNAL et fin

JEUDI 27 NOVEMBRE

TF 1

- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES les intérimaires
- 19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - SHAFIT
- 21 h 40 - SPECIAL IT 1 Kaddaffi ou Juan-Carlos
- 22 h 40 - ALLONS AU CINEMA
- 23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LE GRAND ECHIQUIER
- 23 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - ALTITUDE 10 000
- 20 h 30 - L'INCONNU DU NORD EXPRESS A. Hitchcock
- 22 h 05 - JOURNAL et fin

*Ce n'est pas un hasard si ce soir, TF 1 a programmé deux émissions qui se complètent. En projetant « VIRGINIE » un film de Michel FAVART qui raconte « de l'intérieur » un rapt d'enfant, c'est-à-dire du point de vue des parents, c'est la campagne de Poniatowski qui est prise en relai. Pour preuve, ce qui suit la dramatique, c'est l'émission « INTERROGATIONS » de Janine GUYON dont l'invité est LECANUËT. Il pourra placer ses arguments sur la « faiblesse » de l'appareil judiciaire face à la soi-disant augmentation de la criminalité. Au moment où un nouveau patron est inculpé, à quelques jours du Congrès du syndicat de la magistrature et sur ses « divergences » avec Poniatowski, ce magazine sera amené à traiter des questions intéressantes.

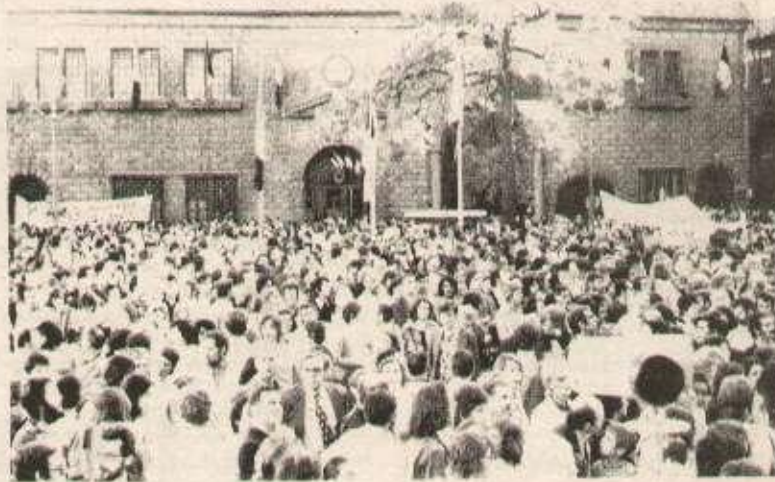
les patrons de gauche, mercredi sur A2

de gauche à droite, la même exploitation

Un patron peut-il être de gauche? L'« Humanité » de jeudi ne répond pas : elle dit, en tout cas que les patrons invités à l'émission de Bernard Pivot, « OUVREZ LES GUILLEMETS », mercredi soir ne le sont pas assez. Pourquoi ces réserves alors que le PCF leur ouvre ses portes et qu'il est lui-même dans les conseils d'administrations de plusieurs entreprises? Nous allons voir cela, mais tout d'abord, faisons comme Pivot au début de son émission : les présentations. Deux patrons de gauche étaient invités : NEUSCHWANDER, patron de LIP, 937 ouvriers, ancien de l'UNEF, du PSU, proche du PS, proche seulement « parce qu'il n'a pas le temps de militer », chiffre d'affaires annuel : 70 millions de NF. ESTIENNE PDG à la société multinationale SCHLUMBERGER, 300 millions de

NF comme chiffres d'affaires annuel, membre du PS. MONTARON, le directeur de Témoignage Chrétien était là pour le courant d'idées qu'il représente et enfin, représentant les patrons de droite CHENEVIER, le PDG de la filiale française des pétroles BP s'était déplacé. Son chiffre d'affaires : 7 milliards de NF annuel.

Un patron peut-il être de gauche? Les travailleurs qui étaient interviewés dans la séquence filmée que PIVOT a présentée, dans leur majorité, pensent que ce n'est pas possible, « que pour être de gauche, il faut être pour les ouvriers et que pour un patron, c'est impossible... ». Seulement voilà ces patrons ne se posent pas du tout la question de cette façon : la question pour eux c'est de savoir si avec



LES LIPS ET LE PATRON DE GAUCHE

« Sauver l'entreprise et prouver que Lip, c'est rentable, pour moi, c'est cela, le combat d'un homme de gauche...! C'est ce que Neuschwander a dit en substance mercredi soir. Les Lipssaventbienqueveutdirece combat « de gauche ».

Sauver l'entreprise, concrètement, cela veut dire dans la bouche du patron de gauche ne pas demander d'augmentation de salaire, participer aux difficultés de la conjoncture, ne pas se battre pour des améliorations des horaires de travail. Pour eux, c'est un chantage qui s'ajoute à celui de la crise pour

mieux tenter de contenir les luttes qu'ils pourraient mener. Un chantage qui ne prend plus. Neuschwander n'a qu'à bien se tenir : ses allures triomphalistes d'avant-hier soir ne sont pas de rigueur. Il y a quelques semaines, les Lips ont mené plusieurs débrayages pour obtenir une nouvelle classification et l'action ne saurait en rester là.

Neuschwander a eu le toupet hier soir de dire que si « mes 937 ouvriers travaillaient », c'était grâce à lui ! Sur sa lancée, il aurait pu dire que c'est grâce à lui que les Lips obtiendront de nouvelles classifications.

la gauche ils pourraient trouver une solution à leurs problèmes tant politiques qu'économiques. Pour NEUSCHWANDER, dans son livre : « Patron mais... », le socialisme de la gauche, c'est la seule issue possible si l'on veut éviter le cataclysme, c'est-à-dire un soulèvement de la classe ouvrière, en fait la révolution. ESTIENNE du PS et de SCHLUMBERGER abonde dans ce sens. « Nous avons écrit un livre pour prouver aux cadres que le capitalisme est mauvais pour l'entreprise... ». « Ce que vous avez écrit, j'aurais pu l'écrire moi-même » déclare CHENEVIER le PDG de BP. France, inculpé aujourd'hui pour entente illicite, au patron de LIP.

Finalement, ils sont tous d'accord, et le ton badin qu'ils ont adopté le souligne. Face au « danger » de la révolution, il faut trouver des solutions pour continuer.

Les deux « socialistes » pensent qu'il faut accepter les syndicats que c'est très sain, ça oblige à être vigilant et puis il faut faire du social bien sûr.

CHENEVIER est réticent, entre la manière forte et MITTERAND il ne se prononce pas, il a confiance dans sa politique qui consiste à donner des « avantages » aux ouvriers.

Entre un patron de gauche et un patron de droite : quelle différence? Une façade différente à l'usine, mais, pour nous, la même vie ! Si l'Huma fait des réserves, on comprend pourquoi ; elle y est obligée. Cette émission montre que de gauche à droite c'est une même bourgeoisie et que les propositions de la gauche servent de programme de rechange pour les capitalistes. Voilà qui fait tomber le masque !

Claude VILLARD

feuilleton

Après avoir décrit la réalité des corons et la politique du logement suivie par les Houillères, Jean Paul Gay et Guy Mory dans un autre chapitre nous montrent ce qu'est la médecine des mines. Nous publions des extraits de ce chapitre.

ON NOUS TRAITE COMME DU BETAIL OU LA MÉDECINE DES HOUILLÈRES

Alors que nous sommes quotidiennement mutilés, silicosés, la soi-disant médecine gratuite des Houillères, non seulement ne nous soigne pas, mais nous vole sur les pensions auxquelles nous avons droit, ne reconnaît nullement les maladies ; les médecins nous renvoient au travail alors même que nous avons besoin de repos, alors même que nous ne sommes pas guéris, se comportant en véritables médecins patronaux, chiens de garde des Houillères ! (Des mineurs de la Commission Populaire d'enquête.)

Les coups de grisou, les coups de poussier, directement liés au manque de sécurité, engendrent la mort de dizaines de mineurs en quelques instants, mais chaque jour des mineurs sont tués ou grièvement blessés, sans qu'il n'y ait ni coup de grisou ni coup de poussier, simplement parce que dans la mine comme dans les usines ou sur les chantiers, l'insécurité est permanente (...)

LES MÉDECINS DES HOUILLÈRES

Ils sont employés au même titre que les ingénieurs des Houillères. Leur rôle officiel est pour une part, comparable à celui de tous les médecins du travail d'entreprise, c'est-à-dire : visites d'embauche, visites périodiques, visites de reprise de travail, prévention médicale et participation à la prévention



technique (intervention dans l'organisation du travail).

D'autre part, et c'est ce qui leur est particulier, ils doivent s'occuper des blessés par accident du travail et en ce domaine ils décident de l'arrêt et de la reprise, ils doivent dépister et fixer avec les experts les taux de silicose, enfin, ils doivent assu-

rer le traitement des complications de la silicose.

Les médecins des Houillères sont des employés et comme tout employé ils sont révocables par la direction. Un médecin ainsi employé qui ne respecterait pas les intérêts représentés par la direction des Houillères, qui se soucierait donc de la protection de la santé des mineurs, serait purement et simplement mis à la porte.

LES MÉDECINS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE MINIERE (Caisse de secours)

Ils s'occupent de toutes les maladies non professionnelles du mineur et de sa famille.

(...) Le médecin des caisses est l'objet des pressions constantes des Houillères pour ne

pas donner de traitements avec des congés de maladie trop longs. Au terme du congé de maladie donné par la caisse de secours minier (au maximum 29 jours) le mineur doit aller voir le médecin dépendant directement des mines et c'est lui qui décide. Les Houillères peuvent d'autant plus facilement contrôler la médecine des caisses que le spécialiste payé par la caisse de secours (et auquel le jeune médecin de caisse envoie le mineur pour être couvert auprès des Houillères) ne fait souvent qu'une seule et même personne avec le médecin des mines, une seule et même personne qui peut avoir encore son cabinet privé. (...) Un médecin des mines débute actuellement à près d'un million d'A.F. par mois, celui qui a 20 ans d'activité se voit attribuer un salaire de 1,5 millions A.F. par mois. A cela les Houillères ajoutent une prime d'« activité » qui peut atteindre 30 % du salaire mensuel parfois plus ; cette prime a pour but d'encourager les médecins à donner le moins possible de congés-maladie et les plus courts possibles. Et comme le disent les mineurs, la prime que reçoit le médecin des mines est d'autant plus importante que le nombre et la durée des congés-maladie qu'il accorde aux mineurs sont faibles. A côté du salaire, le médecin se voit attribuer gracieusement une villa - par les Houillères. Tout est gratuit dans cette villa : le chauffage central, le charbon qu'on lui livre à domicile, les tapisseries et la peinture de son choix, refaites une fois par an.

(à suivre)

international

viet-nam

**L'UNIFICATION DE L'ÉTAT :
TÂCHE PRIORITAIRE**

Dès 1976, du Nord au Sud le Viet Nam sera unifié au sein d'un même Etat. La conférence sur la réunification qui s'est déroulée à Saïgon s'est accordée pour l'organisation d'élections générales dans tout le Viet Nam, afin d'être les représentants à une assemblée constituante, chargée de définir la constitution du Viet Nam unifié. Il y aura un député pour 100 000 habitants. Pour préparer les élections qui se dérouleront dans le premier semestre de 1976, un recensement de la population du Sud doit être entrepris très rapidement.

UNE VOLONTÉ UNANIME

Les décisions de la conférence sont le fruit de la discussion par les délégations du Nord et du Sud des deux rapports présentés, par Truong Chinh président de l'Assemblée Nationale du Nord et par Pham Hung, responsable du Parti des Travailleurs au Sud. La délégation du Sud comprenait les représentants du Front National de Libération du Sud Viet Nam et du Gouvernement Révolutionnaire, également des représentants de la troisième composante, l'opposition à Thieu comme Madame Ngo Ba Thanh, ainsi que des personnalités

proches du général Minh. C'est l'ensemble de la population du Sud qui, avec l'ensemble de la population du Nord, a défini les voies menant à l'unification du pays.

«La question qui se pose à nous est de renforcer les points unifiés et identiques entre les deux zones. Il faut en même temps supprimer progressivement les écarts et différences au cours du processus de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme. Il est l'objectif pratique et essentiel de la réunification de la Patrie sur la base de l'indépendance et du socialisme (...). Dans l'immédiat, il faut accélérer la réunification nationale sur le plan de l'Etat (...).», soulignait Truong Chinh dans son rapport. La réalisation de l'unité au niveau de l'Etat, que du nord au sud le peuple exerce un pouvoir unique, est la condition pour que la réunification s'achève dans tous les autres domaines économiques, sociaux, culturels. Du nord au sud, en fondant un Etat unique, le peuple vietnamien répond au testament du président Ho Chi Minh et édifie «un Viet Nam pacifique, réunifié, indépendant, démocratique et prospère», un Viet Nam socialiste.

G. CARRAT

PORTUGAL

Suite de la page une

**vers un
affrontement
des unités
réactionnaires
et
progressistes ?**



La riposte ne se faisait pas attendre : les soldats du RALIS («régiment rouge») se mettaient en position autour de leur caserne et sur l'autoroute du nord. Les troupes des régiments progressistes du COPCON occupaient les radios et la télévision. Dans une déclaration faite par un officier, ils affirmaient vouloir «mettre ces instruments au service des opprimés et de la révolution socialiste». A 6 H du matin, les parachutistes du régiment de Tancos occupaient à leur tour deux autres bases aériennes : celles de Montijo et de Monsanto (cette dernière siège de l'état major de l'armée de l'air) où ils retenaient prisonnier Pinheiro Ferreira, chef d'état major adjoint de cette arme.

L'action de cette unité contre la droite est particulièrement significative : considéré voici quelques semaines comme des troupes «sûres», ce corps avait été chargé de l'opération au cours de laquelle Radio Renaissance avait été plastiquée sur ordre du gouvernement. A la suite du débat déclenché dans la caserne par cette opération, les officiers réactionnaires s'étant trouvés isolés ont tous quitté les lieux, abandonnant les installations aux mains des soldats et sous-officiers qui les font fonctionner avec le soutien des paysans de la

région et des unités progressistes de Lisbonne.

A partir de là, les événements allaient se succéder : à 8 H, le général Carvalho rencontrait l'intercommission de soldats qui s'était réunie la veille au soir. A 11 H, les commandos d'Amadora, sous le commandement du réactionnaire Jaime Neves, étaient mis en état d'alerte. Cependant, le président de la république, Costa Gomes, recevait les principaux officiers supérieurs réactionnaires.

A 16 H 30, on apprenait enfin que le président de la république décrétait l'état de siège dans la région de Lisbonne : «le président de la République décide de mettre la zone en état de siège et d'assumer directement le commandement. Il regrette la restriction aux libertés d'expression de réunion et de manifestation, mais les intérêts supérieurs du peuple l'exigent».

Ainsi, après la déclaration de guerre lancée le matin par le conseil de la révolution, venaient les mesures concrètes. Reste à savoir si le rapport de forces entre régiments progressistes et réactionnaires permettra de les faire entrer en pratique sans recourir aux armes. C'est ce dont on pouvait fortement douter hier soir.

DERNIERE MINUTE

Le syndicat de la Métallurgie appelle la population à se rendre autour des casernes et bases militaires.

Les blindés des commandos d'Amadora sont entrés dans la base aérienne de Monsanto, occupée par les parachutistes. Des rafales de fusils mitrailleurs sont entendus dans la base où les troupes réactionnaires viennent de pénétrer.

Au quartier général de l'armée de l'air, les parachutistes qui occupaient les lieux se seraient rendus au commando.

**DON JUAN :
TOUJOURS LA**

Au cas où on l'aurait oublié dans les fastes de l'intronisation, Don Juan le père de l'actuel Parfin I, tient à rappeler qu'il est toujours sur les rangs pour la succession du franquisme : il réaffirme «sa position politique permanente et bien connue comme fils et héritier d'Alphonse XIII et ne veut pas renoncer à ses droits». Passons sur des droits dont les peuples d'Espagne ont dit ce qu'ils pensaient en chassant Alphonse XIII en 1931. Il y a dans sa déclaration quelque chose de plus intéressant, quand on sait les liens étroits qui existent entre Don Juan et la Junte démocratique de Carrillo-Calvo Serer, comme par hasard conseiller politique de ce même Don Juan après avoir été un des ténors de l'«intelligentsia» franquiste... Outre la définition de la monarchie comme arbitre, instrument du «dépassement de la guerre civile» c'est-à-dire de la grande réconciliation nationale, on trouve le vœu que «les institutions émanant jusqu'à aujourd'hui de Franco aient une authentique représentativité» ; autrement dit, il ne s'agit même plus de changer ou transformer quelque peu les institutions fascistes, mais de leur donner un pseudo-aval populaire, par exemple en organisant un référendum sous le regard de la «garde civile», sans doute ? Et si après tout Don Juan ne faisait que devancer ses amis de la Junte ? Et si la Junte déclarait... Avec des si, on irait loin... mais sans doute pas aussi loin que les révisionnistes de Carrillo dans leur participation aux manœuvres pour la continuité du franquisme. A cet égard, on attend des révélations intéressantes au meeting de Carrillo-Marchais.

**EXÉCUTION DU MAIRE
D'OYARZUN (EUKADI SUDI)**

ETA s'en prend toujours à des tortionnaires ou des membres particulièrement hais du peuple pour leur collaboration avec le fascisme. Dans le cas du maire d'Oyarzun, il s'agissait non seulement d'un informateur zélé de la police, mais d'un exploiteur des paysans de la région, qui s'était enrichi sur leur dos. Récemment, il s'était opposé à la création d'une «ikastola», c'est-à-dire d'une de ces écoles comme ETA en a ouvert des dizaines, destinées à développer la langue et la culture basque, opprimées et niées par le fascisme. Le maire d'Oyarzun, Antonio Echeverria a été exécuté le 24 novembre. A Madrid, le pouvoir fasciste déclare qu'il ne s'agit pas d'un «crime politique». Pas d'un crime, à coup sûr, mais un acte politique et qui gêne bien ceux qui voulaient faire croire à la trêve...

Angola

**LE DEBUT D'UNE
LONGUE GUERRE**

Les forces armées du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) ont contre-attaqué à 400 km du sud du pays : 80 sud africains auraient été tués. La colonne de soldats sud-africains et de fascistes portugais, venus renforcer les troupes du Front National de Libération de l'Angola (FNLA), et de l'Union pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), qui était partie de Namibie a été brutalement stoppée après une avance très rapide pendant une dizaine de jours. De même au nord de Luanda, le MPLA a éloigné d'une dizaine de kilomètres les troupes du FNLA qui menaçaient les réservoirs d'eau potable et les usines électriques qui alimentent la capitale.

Tandis qu'un front semble se former entre les deux camps les armes étrangères arrivent de plus en plus nombreuses dans l'un et

l'autre camp. Les forces du FNLA et de l'UNITA sont équipées en blindés Panhard français en armes belges et américaines dont des canons de 155 mm. Les soviétiques de leur côté ont accéléré leurs livraisons d'armes au MPLA, depuis le 11 novembre, date du départ des troupes portugaises. Le MPLA est actuellement équipé de lance-roquettes de 122 mm, de chars T 54, d'autos blindées PT 76 et de Sam 7 : autant d'équipements militaires soviétiques parmi les meilleurs que le MPLA n'avait pas obtenus pour lutter contre l'armée portugaise.

Une guerre longue se prépare, chacune des deux parties étant armée de plus en plus massivement par l'une des deux grandes puissances, qui se disputent la domination sur l'Angola en dressant les Angolais contre les

LE SURINAM INDÉPENDANT

Le Surinam, pays d'Amérique Latine et au Nord du Brésil, a accédé à l'indépendance hier. Cette ancienne colonie hollandaise peuplée de 400 000 habitants est le troisième producteur mondial de bauxite. Dès avant son accession à l'indépendance il a pris des mesures pour contrôler l'exploitation de ses richesses naturelles. L'industrie du sucre qui fait vivre huit mille personnes a été rachetée par le gouvernement pour un florin hollandais. Des négociations sont en cours avec Alcoa qui réalise chaque année 70 millions de dollars de bénéfices avec l'exploitation de la bauxite surinamaïenne, avec Bruynzeel qui exploite les bois précieux.

Cette indépendance est le fruit de trois siècles de lutte contre les colons hollandais. Au dix-hui-

tième siècle les esclaves qui se révoltaient ou même n'obéissaient pas à leurs maîtres étaient pendus à des crocs de boucherie, jetés aux crocodiles, ou dépecés, bras et jambes coupés avant d'être exposés sur les marchés des temples. La lutte contre le colonialisme qui a conduit à de sanglants affrontements face à l'armée hollandaise, a formé des héros comme Kwakke dans la lutte contre l'esclavage, véritable héros national.

Le Surinam s'oppose au plan Stirn de colonisation qui prévoit l'installation de 30 000 colons en Guyane, pays voisin colonisé par la France. Le gouvernement français refuse de changer le florin surinamaïen, ce qui interdit tout commerce entre le Surinam et la Guyane.

**MANIFESTATION
JEUDI 27 NOVEMBRE
PARIS (métro Parmentier)
18 H 30
à bas le franquisme sans Franco
libération de tous
les prisonniers politiques**

à l'appel du FRAP, du Parti communiste Révolutionnaire (ml) UCF (ml), HR, UCJR, JCMFL